



Communication

- > Le Forum public a été la principale activité de communication de l'OMC en 2014. Il a attiré 1 064 participants, soit 16 % de plus qu'en 2013.
- > En mai, l'OMC a lancé la deuxième phase de son Programme de chaires, qui vise à soutenir les activités axées sur le commerce des universités et des établissements de recherche des pays en développement, avec la sélection de sept nouvelles chaires.
- > Le site Web de l'OMC a attiré un nombre croissant de visiteurs, et le nombre de pages consultées a augmenté de 5 % en 2014. L'OMC est aussi de plus en plus suivie sur les réseaux sociaux, comme Facebook et Twitter.

Relations avec les organisations non gouvernementales	126
Communication avec les parlementaires	129
Coopération avec les autres organisations internationales	131
Contacts avec les médias	134
Contacts avec le monde des entreprises	136
Contacts avec le public	137
Site Web de l'OMC	137
Réseaux sociaux	137
Groupes de visiteurs	138
Publications de l'OMC	138
Activités de recherche économique	141
Activités statistiques	142
Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes	144
Coopération avec les établissements universitaires	145
Programme des chaires de l'OMC	145
Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur	146
Programme de chaires : phase 2	148

Informations de base sur la communication

L'OMC maintient un dialogue régulier avec les organisations non gouvernementales, les parlementaires, les autres organisations internationales, les médias et le grand public pour renforcer la coopération et faire mieux connaître les questions commerciales.

Relations avec les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont eu de multiples occasions de participer au débat sur le commerce en 2014. Que ce soit dans le cadre du Forum public, des ateliers régionaux, des séances d'information, de la nouvelle page Web dédiée aux ONG ou du lancement de publications, elles ont pu faire connaître leurs vues sur le commerce et l'OMC et recevoir des informations sur les activités de l'Organisation. Les ONG ont aussi été invitées à assister aux auditions des groupes spéciaux sur le bien-être des animaux et l'étiquetage des produits alimentaires.

> Forum public

Le Forum public de l'OMC 2014, qui s'est tenu à Genève en octobre, a proposé de réfléchir à l'avenir du commerce à l'ère de l'innovation et du numérique. Depuis son lancement en 2001, le Forum public sert de cadre, chaque année, à des débats sur un large éventail de questions relatives à l'OMC et au commerce. C'est aussi l'occasion pour l'OMC d'échanger des vues avec les ONG, les milieux universitaires et le secteur privé. En 2014, le Forum a attiré 1 064 participants (sans compter les délégués, le personnel et les autres personnes ayant déjà une accréditation auprès de l'OMC), soit une augmentation de 16 % par rapport à 2013.

Les participants sont venus de plus de 120 pays, y compris des pays non Membres de l'OMC et des gouvernements ayant le statut d'observateur, avec une forte représentation des pays développés et des pays en développement (voir la figure 1).

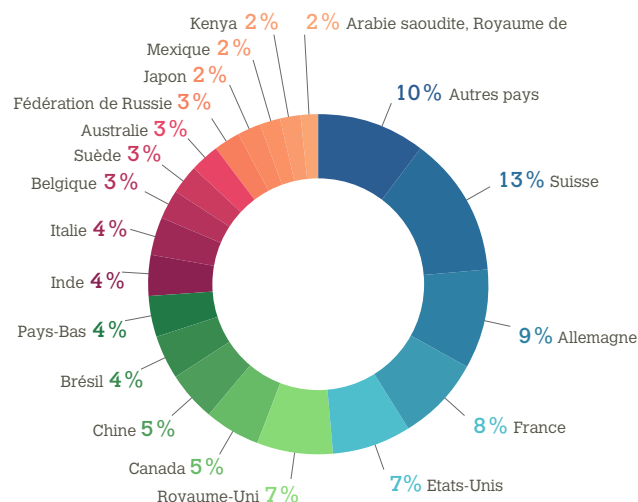
Informations de base sur les relations avec les organisations non gouvernementales

L'OMC maintient un dialogue régulier avec les organisations de la société civile sur divers aspects de l'Organisation et des négociations du Cycle de Doha en cours, dans le but de renforcer la coopération et de permettre au public de mieux comprendre ses activités, ainsi que le rôle et l'importance du système commercial multilatéral fondé sur des règles. L'Accord fondateur de l'OMC établit une base juridique pour la tenue de consultations et la coopération avec les ONG et, dans une déclaration de 1996, le Conseil général a reconnu le rôle joué par les ONG pour faire mieux connaître les activités de l'OMC.

La représentation était équilibrée aussi du point de vue de l'éventail des participants, dont un cinquième venaient d'ONG, suivis de près par les représentants d'entreprises et d'organisations internationales (voir la figure 2). De nombreuses séances étaient le fruit d'une collaboration entre les différents types d'organisations.

Le Forum avait pour thème : « Pourquoi le commerce nous concerne tous ». Axé sur la dimension humaine du commerce, il a mis en évidence les multiples liens entre le commerce et la vie de tous les jours. Il a montré comment le commerce influence et améliore le quotidien des gens dans le monde entier, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Sous ce thème général,

Figure 1. Participation au Forum public en 2014, par pays





Séance d'ouverture
du Forum public 2014.

trois sous-thèmes ont été examinés : le commerce et l'emploi, le commerce et les consommateurs et le commerce et l'Afrique.

Quatre-vingt-seize séances étaient au programme, dont deux débats en séance plénière. Parmi les activités parallèles, il y avait une exposition intitulée « Espace commerce et vie quotidienne », montrant les relations entre le commerce et la vie quotidienne des gens. Les participants ont expliqué comment diverses communautés ont amélioré leur niveau de vie grâce au commerce.

En outre, plusieurs activités ont été organisées à l'heure du déjeuner, notamment une présentation du Pew Research Center, montrant les résultats de son enquête « Regards du monde sur le commerce et

l'investissement » réalisée auprès de 44 pays, et des « rencontres avec les auteurs » organisées par la librairie de l'OMC.

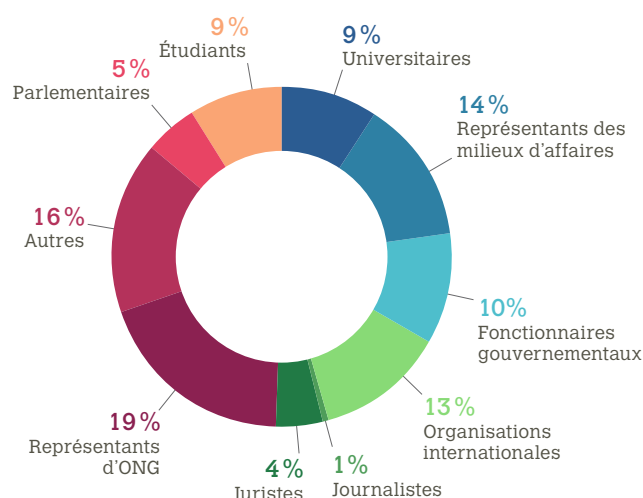
Les participants ont eu la possibilité d'enregistrer un message vidéo de deux minutes – « 120 secondes pour parler » – sur le thème du Forum ; ces messages ont été diffusés sur les sites des médias sociaux et sur le site Web de l'OMC.

> Activités de communication

En août 2014, l'OMC et l'Institut international du commerce et du développement de Thaïlande ont organisé un atelier régional à Bangkok à l'intention des ONG de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. L'objectif était d'échanger des vues sur le commerce et l'OMC. Des représentants d'ONG de Malaisie, d'Indonésie, des Philippines et de Thaïlande ont assisté à cet atelier.

En novembre 2014, l'OMC et la Friedrich Ebert Stiftung (FES), fondation allemande visant à promouvoir la démocratie et l'éducation politique, ont organisé un atelier régional à l'intention des ONG d'Afrique de l'Est, à Nairobi (Kenya). L'atelier, intitulé « Défis actuels et futurs pour le système commercial multilatéral – Points de vue de l'Afrique de l'Est », a porté notamment sur les questions de l'après-Bali, sur le processus de prise de décisions à l'OMC, sur le mécanisme de règlement des différends, sur le rapport entre régionalisme et multilatéralisme, sur la facilitation des échanges et sur la sécurité alimentaire. Des représentants d'ONG du Burundi, d'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, d'Ouganda, du Rwanda, du Soudan et de Tanzanie ont participé à cet atelier.

Figure 2. Participation au Forum public en 2014



➤ Séances d'information à l'intention des ONG

En 2014, le Secrétariat de l'OMC a organisé dix séances d'information à l'intention des ONG pour leur donner des renseignements sur les réunions du Conseil général et du Comité des négociations commerciales. Au total, près de 230 séances d'information pour les ONG ont été organisées depuis 2000.

➤ Page Web dédiée aux ONG

La page Web de l'OMC dédiée aux ONG a été remaniée et elle est mise à jour régulièrement avec de nouvelles informations. Elle sert d'interface de communication avec les ONG.

➤ Documents des ONG

Les ONG peuvent présenter au Secrétariat de l'OMC des exposés de position et des études qui sont placés sur le site Web de l'Organisation. La liste des exposés de position reçus par le Secrétariat est distribuée aux Membres de l'OMC. En 2014,

deux contributions ont été reçues. L'une a été présentée par l'Institute for Trade, Standards and Sustainable Development au sujet de l'utilisation des normes volontaires, et l'autre émanait de l'Union internationale des transports routiers (IRU) et portait sur les décisions ministérielles de Bali.

➤ Activités publiques

Les ONG ont participé au lancement de deux publications : le Rapport sur le commerce mondial, intitulé « Commerce et développement : tendances récentes et rôle de l'OMC », et un ouvrage intitulé « Se connecter aux marchés mondiaux : défis et possibilités », qui réunissait les contributions des participants au Programme de chaires de l'OMC (voir les pages 138-139).

Depuis 2005, un certain nombre de réunions de groupe spécial, d'audiences de l'Organe d'appel et de procédures d'arbitrage ont été ouvertes au public, y compris aux ONG. Les ONG inscrites ont ainsi pu suivre les audiences retransmises en vidéo. En 2014, le public a pu suivre les travaux de deux groupes spéciaux, chargés l'un du différend sur les produits dérivés du phoque et l'autre de l'affaire EPO (voir les pages 95-106).

Communication avec les parlementaires

En 2014, le Directeur général Roberto Azevêdo a rencontré la Commission du commerce international du Parlement européen pour discuter du programme de l'après-Bali. Une séance parlementaire sur ce thème a été organisée en octobre lors du Forum public. Le Secrétariat de l'OMC a continué à tenir les parlementaires informés des questions relatives à l'OMC. Il a aussi organisé deux ateliers régionaux à l'intention des parlementaires arabes et latino-américains.

➤ Activités et réunions

Le Directeur général Roberto Azevêdo a prononcé un discours devant la Commission du commerce international du Parlement européen à Bruxelles en février 2014. Il a demandé instamment aux parlementaires d'aider l'OMC à maintenir la dynamique de négociation que les Ministres ont créée à la Conférence ministérielle de Bali, en décembre 2013, en adoptant un certain nombre de décisions, et notamment en approuvant l'Accord sur la facilitation des échanges (voir les pages 39-41).

Le Comité de pilotage de l'Union interparlementaire (UIP) sur les questions relatives à l'OMC, composé d'une trentaine de parlementaires, s'est réuni en octobre à Genève. La participation régulière aux réunions du Comité du Directeur général et de hauts fonctionnaires de l'OMC, du Président du Conseil général de l'OMC et d'ambassadeurs en poste à Genève permet d'informer les législateurs des questions importantes concernant le système commercial multilatéral. En 2014, le Directeur général adjoint de l'OMC Xiaozhun Yi a pris la parole devant le Comité pour faire le point sur les mesures approuvées par les Ministres à Bali. L'UIP est l'organisation internationale des parlements.

Informations de base sur la communication avec les parlementaires

Du fait de leur fonction constitutionnelle, les parlementaires jouent un rôle important dans le système commercial multilatéral et à l'OMC. Un accord résultant de négociations intergouvernementales à l'OMC doit, généralement être approuvé par les législateurs. L'OMC s'efforce donc d'entretenir un dialogue ouvert avec les parlementaires et de les aider à mieux comprendre l'Organisation et ses travaux. Elle participe aux réunions d'organes parlementaires *ad hoc* et organise des ateliers à l'intention des parlementaires aux niveaux national et régional.



Le Directeur général Roberto Azevêdo prononce un discours devant la Commission du commerce international du Parlement européen et le Comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC à Bruxelles en février 2014.

Une séance parlementaire ayant pour thème « Le programme de l'après-Bali : quelle place pour un contrôle parlementaire ? » a été organisée lors du Forum public de l'OMC (voir les pages 126-127). Parmi les intervenants, il y avait des parlementaires et la Directrice exécutive du Centre du commerce international, M^{me} Arancha González.



Le Directeur général Roberto Azevêdo aux côtés de M. Vital Moreira, Président de la Commission du commerce international du Parlement européen, lors d'une réunion de parlementaires à Bruxelles en février 2014.

> Ateliers régionaux

En 2014, l'OMC s'est associée au Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient, basé au Koweït, pour organiser un atelier parlementaire régional pour les pays arabes d'Afrique. Cet atelier a attiré des parlementaires de haut niveau de la région et a donné lieu à un débat intéressant sur la pertinence des travaux de l'OMC et du Fonds monétaire international pour la région. L'OMC s'est aussi associée au Parlement latino-américain, qui réunit les parlementaires des pays d'Amérique latine, pour organiser à Panama un atelier régional à l'intention des parlementaires latino-américains.

Ces deux ateliers, qui ont accueilli chacun une trentaine de participants, avaient pour but d'aider les participants à mieux comprendre le système commercial multilatéral et de leur permettre de discuter et d'échanger des idées sur les questions relatives au commerce et au développement ayant une importance particulière pour leur région. Ils visaient également à encourager un débat éclairé et ouvert sur le rôle potentiel de l'OMC en faveur du développement. Ces ateliers s'inscrivaient dans le cadre de la coopération régulière de l'OMC avec un certain nombre d'associations parlementaires, de fondations et de groupes de réflexion régionaux. Ces ateliers régionaux complètent les ateliers nationaux qui sont organisés à l'intention des parlementaires dans le cadre des activités d'assistance technique régulières de l'OMC.

Coopération avec les autres organisations internationales

En 2014, l'OMC a coopéré avec diverses organisations intergouvernementales, dont l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'OMC a aussi publié, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'OCDE, des rapports sur l'évolution du commerce et de l'investissement dans les pays du Groupe des 20 (G-20), composé des principaux pays développés et en développement.

> Organisation des Nations Unies

Le Directeur général Roberto Azevêdo a participé à la réunion de printemps du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (CCS), organe de haut niveau composé des chefs de secrétariat des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) et de l'OMC. Le rôle du CCS, présidé par le Secrétaire général de l'ONU, est de renforcer la coopération internationale sur les questions mondiales. Des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC participent en outre aux réunions des organes subsidiaires du Conseil chargés des questions de programme et de gestion.

Le Directeur général adjoint Xiaozhun Yi a participé à la réunion de printemps du Conseil économique et social des Nations Unies qui s'est tenu à New York sur le thème général : « Cohérence, coordination et coopération dans le contexte du financement du développement durable et du programme de développement pour l'après-2015 ».

Lors de réunions avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et d'autres hauts fonctionnaires des Nations Unies, le Directeur général Roberto Azevêdo a mis l'accent sur le rôle positif du commerce pour assurer une croissance économique durable,

Informations de base sur la coopération avec les autres organisations internationales

L'OMC collabore étroitement avec d'autres organisations intergouvernementales et avec des organismes régionaux, en particulier ceux qui s'occupent de questions commerciales. Cette coopération permet une action coordonnée et une approche cohérente des politiques commerciales internationales.



✓ **Le Directeur général Roberto Azevêdo a rencontré M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au siège de l'ONU à New York, le 12 mars 2014.**

inclusive et équitable et il a souligné qu'il fallait en tenir compte dans les objectifs internationaux de développement durable qui étaient à l'étude. L'Assemblée générale des Nations Unies devrait approuver, en septembre 2015, une série d'objectifs de développement durable destinés à remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies, qui arrivent à expiration en 2015. Le Secrétariat de l'OMC est également représenté au sein du Groupe de réflexion des Nations Unies sur le retard pris dans la réalisation des OMD, qui suit l'état d'avancement de ces objectifs.

Les OMD sont huit objectifs de développement internationaux dans des domaines allant de la lutte contre la faim à la santé, qui ont été définis à la suite du Sommet du Millénaire des Nations Unies tenu en 2000.

L'OMC est aussi représentée au sein de l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, établie par le CCS en avril 2008 à la suite de l'augmentation des prix alimentaires mondiaux et de la crise qu'elle a entraînée. L'Équipe spéciale recommande une approche globale de la sécurité alimentaire, combinant la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation. Depuis janvier 2013, l'Équipe spéciale donne la priorité au Défi Faim zéro lancé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) pour éradiquer la faim dans le monde. Cette initiative vise cinq objectifs, notamment faire en sorte que chacun ait un accès adéquat à une alimentation nutritive et veiller à ce que les systèmes alimentaires soient durables du point de vue environnemental.

➤ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

L'OMC a publié deux rapports semestriels conjoints avec la CNUCED et l'OCDE sur les mesures liées au commerce et à l'investissement dans les pays du G-20, regroupant les principaux pays développés et en développement. En novembre, le rapport a exhorté les économies du G-20 à prendre des mesures positives pour réduire les restrictions au commerce, à faire preuve de modération dans l'imposition de nouvelles mesures et à éliminer effectivement celles qui existent. D'après le rapport, sur les 1 244 mesures restrictives enregistrées depuis le début de la crise financière internationale en 2008, seules 282 ont été éliminées (voir la page 82).

L'OMC et la CNUCED ont continué à coopérer étroitement dans le domaine de la formation et de l'assistance technique en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA). La CNUCED est un partenaire important de l'OMC dans des programmes tels que le Cadre intégré renforcé (voir la page 116) et le Programme intégré conjoint d'assistance technique. Ce dernier, auquel participe également le Centre du commerce international (ITC), fournit une assistance technique à certains PMA et à d'autres pays africains. L'OMC et la CNUCED assurent conjointement le parrainage de l'ITC, organisme de promotion du commerce pour les pays en développement.

L'OMC et la CNUCED organisent diverses séances d'information et activités de formation interrégionales pour aider les représentants des pays en développement à approfondir leur connaissance de l'OMC et des négociations commerciales. Ces activités font généralement intervenir des fonctionnaires de l'OMC et de la CNUCED. L'OMC collabore aussi avec la CNUCED dans le cadre du Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives, qui vise à coordonner les activités liées au commerce et au développement dans l'ensemble du système des Nations Unies.

En octobre, le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, et le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi, ont organisé conjointement à Genève une table ronde OMC-CNUCED sur le commerce et l'investissement. Les deux organisations ont insisté sur leur volonté de renforcer leur partenariat en faveur du commerce et du développement.

➤ Centre du commerce international

L'OMC collabore étroitement avec l'ITC pour mettre en place les capacités d'offre et l'infrastructure liée au commerce dont les pays en développement ont besoin pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit. Parmi leurs initiatives conjointes figurent le Programme intégré conjoint d'assistance technique, le Cadre intégré renforcé et l'initiative intitulée « Les entreprises au service du développement ». Cette dernière vise à aider le secteur privé, dans les pays en développement, à définir les priorités nationales pour les négociations à l'OMC, et à encourager les gouvernements à tenir davantage compte des préoccupations des entreprises. L'ITC a fêté son 50ème anniversaire en 2014. Dans un discours prononcé le 11 juin devant le Groupe consultatif commun de l'ITC, le Directeur général Roberto Azevêdo a félicité l'ITC pour l'aide qu'il apporte aux exportateurs des pays en développement. Le Groupe consultatif commun se réunit chaque année pour faire des recommandations sur le programme de travail de l'ITC.

➤ Organisation de coopération et de développement économiques

Le Directeur général Roberto Azevêdo a participé à la réunion ministérielle et au Forum annuels de l'OCDE. Outre les rapports conjoints mentionnés précédemment, l'OCDE et l'OMC ont poursuivi leur coopération pour mettre à jour régulièrement la base de données conjointe sur les échanges en valeur ajoutée lancée en janvier 2013 (voir la page 143), qui fournit des renseignements sur 57 pays. La mesure du commerce en valeur ajoutée donne une image plus claire du déroulement des échanges que les statistiques traditionnelles fondées sur les valeurs en douane. Les deux organisations ont aussi collaboré pour produire des estimations du commerce des services basées sur la Classification élargie des services de la balance des paiements (EBOPS) du FMI (voir la page 143). L'OMC et l'OCDE entretiennent de longue date des relations de travail étroites à tous les niveaux, et des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC participent à de nombreuses réunions de l'OCDE.

➤ Autres organisations intergouvernementales

L'OMC a coopéré avec plusieurs autres organisations intergouvernementales, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le FMI et la Banque mondiale, sur les questions relatives au commerce et aux besoins des pays en développement. En octobre, le Groupe de la Banque mondiale et l'OMC sont convenus de renforcer leur coopération en vue d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à mieux utiliser les programmes de facilitation des échanges, qui peuvent leur permettre de réduire les coûts du commerce et de participer plus activement à l'économie mondiale (voir la page 41). Les deux organisations préparent ensemble une étude conjointe sur le rôle du commerce dans l'éradication de l'extrême pauvreté et la promotion d'une prospérité partagée.

Conjointement avec le FMI et la Banque mondiale, l'OMC a organisé un atelier de deux jours sur le commerce international au siège du FMI à Washington, en novembre 2014. Des experts des trois institutions ont présenté des travaux de recherche et échangé des vues sur les questions commerciales internationales, notamment sur les liens entre le commerce et la croissance, les chaînes de valeur



Le Directeur général Roberto Azevêdo a participé au Sommet du G-20 à Brisbane, en Australie, en novembre 2014.

mondiales, le commerce des services, le financement du commerce et les relations entre les politiques commerciales et les autres politiques publiques.

L'OMC entretient aussi depuis longtemps des relations de travail avec des organisations comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'OMD et l'OMC sont des partenaires naturels dans les efforts faits pour mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges (voir la page 39).

> G-20

En 2014, l'OMC a participé activement, au plus haut niveau, aux travaux du G-20, apportant une contribution sur le commerce et le protectionnisme. Le Directeur général Roberto Azevêdo a assisté au Sommet du G-20 tenu à Brisbane (Australie) en novembre.

La Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC a accru sa participation au Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G-20, initiative lancée en juin 2011 pour accroître la transparence des marchés de produits alimentaires et encourager la coordination internationale des politiques. En 2014, la Division a continué de fournir des renseignements sur les politiques commerciales pour le bulletin mensuel intitulé AMIS Market Monitor. Elle a assisté au Forum de réaction rapide du G-20, organe de coordination composé de hauts fonctionnaires des pays de l'AMIS, qui s'est réuni à Canberra. La Division a aussi participé aux réunions d'experts du Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial de l'AMIS, tenues à Rome. En octobre 2014, la Division a été invitée par la FAO à participer à la 70e session du Comité des produits pour l'informer de l'état d'avancement des négociations sur l'agriculture.

Contacts avec les medias

Le nombre de points presse tenus à Genève a augmenté en 2014 par rapport à l'année précédente, ce qui témoigne de l'intérêt soutenu des médias pour les efforts faits par les Membres de l'OMC en vue de la mise en œuvre des décisions de la Conférence ministérielle de Bali de 2013, notamment dans le domaine de la facilitation des échanges. Le nombre de journalistes inscrits pour utiliser la «salle de presse» sur le site Web de l'OMC a augmenté de 6 % pour atteindre 2 347. L'OMC a en outre organisé un certain nombre d'activités de formation à l'intention des journalistes.

En 2014, la Division de l'information et des relations extérieures a organisé à Genève 38 points de presse et 4 conférences de presse sur différents aspects des activités de l'OMC, tels que la mise en œuvre des décisions de la Conférence ministérielle de Bali, le règlement des différends, les négociations du Cycle de Doha et les travaux du Conseil général (voir la figure 3). Le nombre de points presse en 2014 est un peu plus élevé qu'en 2013 (35) et est nettement supérieur à celui de 2012 (22).

Les conférences de presse tenues en 2014 ont porté, entre autres, sur l'accession du Yémen et des Seychelles. En outre, quelque 140 notes d'information électroniques sur diverses réunions de l'OMC ont été envoyées à des journalistes du monde entier et nombre d'entre elles sont devenues des articles publiés sur le site Web de l'OMC.

L'OMC a maintenu des contacts réguliers avec les plus de 2 300 journalistes de nombreux pays qui sont inscrits pour utiliser la «salle de presse» sur son site Web. Ces journalistes peuvent ainsi

recevoir régulièrement des bulletins d'information électroniques et accéder aux documents sous embargo. Par ailleurs, les journalistes sont régulièrement invités à assister aux activités organisées par l'OMC, comme le lancement de publications et les séminaires.

› Activités de formation

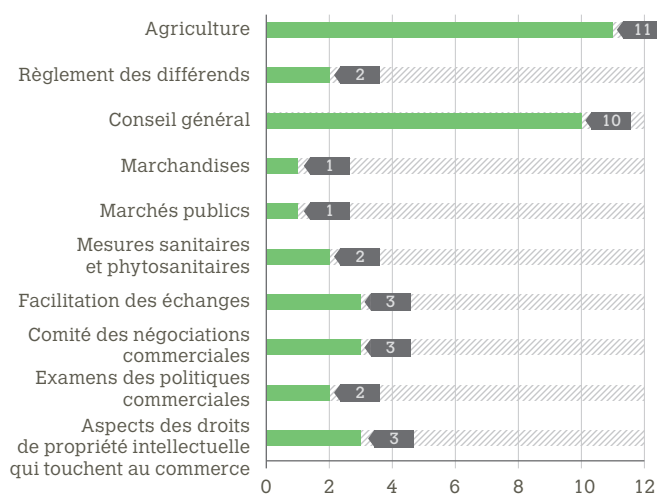
En 2014, l'OMC a organisé plusieurs activités de formation à l'intention des journalistes. Un séminaire pour les journalistes hispanophones et un atelier régional ont eu lieu au siège de l'OMC, à Genève, tandis que des ateliers régionaux ont été organisés à Bangkok (Thaïlande) et à Nairobi (Kenya).

Le séminaire pour les journalistes hispanophones a été organisé en juillet, en collaboration avec le Friedrich-Ebert Stiftung (FES). D'une durée de 3 jours, il a réuni 13 journalistes des pays suivants : Équateur, Pérou, Colombie, Bolivie, Honduras, Guatemala, El Salvador, Argentine,



En avril, 14 journalistes de Russie, du Kazakhstan et d'Ukraine ont participé à un atelier régional au siège de l'OMC et ont rencontré le Directeur général Roberto Azevêdo.

Figure 3. Points de presse/conférences de presse de l'OMC en 2014 – réunions/sujets traités



Costa Rica, Panama, Nicaragua, Brésil et Mexique. Des fonctionnaires de l'OMC y ont présenté des exposés sur des sujets divers, tels que les accessions à l'OMC, le règlement des différends, la facilitation des échanges et le commerce en valeur ajoutée. Les participants ont aussi eu l'occasion de rencontrer le Directeur général Roberto Azevêdo et de poser des questions.

Quatorze journalistes venus de Russie, du Kazakhstan et de l'Ukraine ont assisté à un atelier régional organisé au siège de l'OMC en avril. Cet atelier a permis de présenter l'Organisation et a abordé des sujets intéressants particulièrement la Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine. Les participants ont entendu des exposés sur des sujets tels que les accessions, l'agriculture, le développement, le règlement des différends et l'énergie. Ils ont aussi rencontré le Directeur général Roberto Azevêdo. Le FES a pris à sa charge le coût de cet atelier.

En août, la Division de l'information et des relations extérieures a organisé à Bangkok (Thaïlande) un atelier régional de l'OMC de trois jours à l'intention des journalistes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en collaboration avec l'Institut international du commerce et du développement de Thaïlande. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a envoyé cinq experts comme intervenants. L'atelier a réuni neuf participants venus du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande. Il a été suivi par un atelier destiné aux organisations non gouvernementales (ONG) de l'ASEAN.

La Division de l'information et des relations extérieures a aussi organisé en novembre, avec le concours du FES, un dialogue régional à l'intention de représentants des médias, des entreprises et des ONG d'Afrique de l'Est, à Nairobi (Kenya). Il y a eu 30 participants venus du Burundi, d'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, d'Ouganda, du Rwanda, du Soudan et de Tanzanie. Au cours d'une séance conjointe ouverte par le gouvernement kényan, les participants ont pu prendre connaissance d'expériences concrètes montrant comment les échanges sont facilités dans la région.

Contacts avec le monde des entreprises

En 2014, l'OMC a continué de développer ses relations avec les entreprises. Qu'il s'agisse de grands groupes ou d'entreprises individuelles, leur intérêt pour les fonctions et les activités de l'OMC ne cesse de croître. Cela est apparu clairement lors du Forum public 2014, « Pourquoi le commerce nous concerne tous », où les entreprises étaient très bien représentées. Le nombre de visites du secteur privé à l'OMC a fortement augmenté en 2014.

➤ Site Web

La page du site Web de l'OMC dédiée aux entreprises (www.wto.org/business) et son bulletin d'information électronique trimestriel sont d'importantes sources d'information pour le secteur privé. Les entreprises cherchent de plus en plus à avoir des renseignements précis sur l'état d'avancement des négociations commerciales après-Bali, sur les statistiques du commerce et sur le règlement des différends.

➤ Forum public

Près de 150 représentants d'entreprises ont assisté au Forum public 2014 de l'OMC, dont le thème était « Pourquoi le commerce nous concerne tous ». Au total, 15 séances ont été organisées par des entreprises. Parmi les organisateurs des séances figuraient All India Association of Industries, la Fédération mondiale de l'industrie des articles de sport, la Chambre de commerce internationale, le United States Council for International Business, BUSINESSEUROPE, principale association européenne de défense des intérêts des entreprises, et la Fédération internationale de l'industrie du médicament.

Informations de base sur les contacts avec le monde des entreprises

Il y a toujours eu des liens étroits entre les entreprises et l'OMC. Le secteur privé est le principal bénéficiaire de règles et obligations commerciales transparentes et prévisibles. Les entreprises sont un interlocuteur important tant pour les gouvernements que pour l'OMC. Elles participent activement au système commercial multilatéral et prennent part aux activités publiques de l'OMC.

➤ Communication

Plusieurs séminaires régionaux de communication organisés en 2014 ont enregistré une participation accrue du secteur privé par rapport aux années précédentes. C'était le cas en particulier lors de l'atelier organisé en août à Bangkok (Thaïlande) à l'intention des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), où quatre participants sur neuf venaient du secteur privé. Par ailleurs, lors d'un atelier organisé en novembre à Nairobi (Kenya) à l'intention des pays d'Afrique de l'Est, un tiers des 30 participants étaient des représentants d'entreprises. L'intérêt des entreprises s'est accru en raison des développements positifs dans le programme de négociation de l'après-Bali ainsi que du nombre croissant d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux et de leur relation avec les règles et les fonctions de l'OMC.

Pendant l'année, des fonctionnaires de l'OMC ont rencontré des représentants des milieux d'affaires lors de visites à Genève ou de déplacements dans le monde. Les négociations commerciales à l'OMC, les fonctions de l'Organisation et le règlement des différends figuraient parmi les questions les plus souvent abordées.



Une séance organisée par TradeMark East Africa au Forum public de 2014.

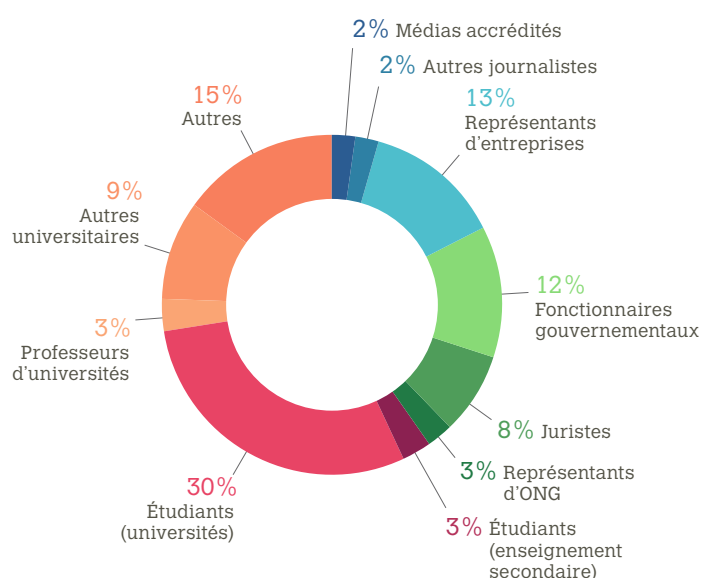
Contacts avec le public

Le site Web de l'OMC a attiré un nombre croissant de visiteurs, et le nombre de pages consultées a augmenté de 5 % en 2014. L'OMC est de plus en plus suivie sur les réseaux sociaux, Facebook et Twitter, et le nombre d'abonnés à sa chaîne YouTube ne cesse d'augmenter. En moyenne, 222 000 vidéos sont vues chaque mois. L'OMC a accueilli 216 groupes de visiteurs. Elle a produit plus de 70 publications, notamment, pour la première fois, une application permettant de consulter sur tablette le Rapport sur le commerce mondial 2014.

> Site Web de l'OMC

Le site Web de l'OMC attire régulièrement plus de 1,9 million de visiteurs par mois. En 2014, le nombre total de consultations a dépassé les 42 millions, soit 5 % de plus qu'en 2013. Les fichiers audio des réunions et des activités de l'OMC sont écoutés 39 000 fois par mois en moyenne. Les fichiers les plus téléchargés en 2014 ont été les publications phares de l'OMC : le *Rapport sur le commerce mondial*, les *Statistiques du commerce international* et le *Rapport annuel* de l'OMC. En moyenne, 222 000 vidéos sont regardées chaque mois. La vidéo la plus vue en 2014 était celle du lancement du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (246 000 vues), suivie par la vidéo récapitulative de la neuvième Conférence ministérielle (191 000 vues).

Figure 4. Personnes inscrites pour recevoir des alertes électroniques, à la fin de 2014*



* Il se peut que le total ne soit pas égal à 100 car les chiffres ont été arrondis.

Plus de 113 000 personnes sont inscrites pour recevoir des alertes électroniques quand des nouvelles sont publiées sur le site Web. Ces alertes sont envoyées principalement à des étudiants d'universités (30 %), des entreprises (13 %), des fonctionnaires gouvernementaux (12 %), des universitaires (12 %) et des juristes (8 %) (voir la figure 4). Les pays qui comptent le plus grand nombre d'inscrits sont l'Inde (9 %), les États-Unis (8 %), le Mexique (5 %), la Chine (4 %) et la France (4 %). Plus de 2 000 pages Web ont été créées ou mises à jour pendant l'année.

> Réseaux sociaux

En 2014, l'OMC a beaucoup utilisé les réseaux sociaux pour diffuser des informations sur ses travaux et faire connaître ses activités, comme le Forum public et le lancement de publications. Les réseaux sociaux ont été utilisés aussi pour communiquer avant et pendant le Forum public (voir la page 126). Un concours de « selfies » et une enquête sur le thème « Pourquoi le commerce nous concerne tous » ont été lancés via les réseaux sociaux. Des commentaires ont été publiés en direct sur Twitter pendant le Forum, et les participants ont eu la possibilité d'envoyer des messages vidéo de 2 minutes qui ont été mis en ligne sur les sites des réseaux sociaux (Facebook, Twitter et YouTube).

En janvier 2015, l'OMC comptait quatre fois plus de fans et d'abonnés sur Facebook et Twitter qu'à la fin de 2013. La page Facebook principale de l'OMC comptait 128 266 fans, contre 32 000 en 2013, et son compte Twitter avait 128 000 abonnés, contre 33 900 l'année précédente. La chaîne de l'OMC sur YouTube comptait 3 585 abonnés, contre 2 600 à la fin de 2013. Le nombre d'abonnés sur le compte Twitter du Directeur général avait presque triplé par rapport à janvier 2014, passant de 1 632 à 4 210. Parmi les utilisateurs, il y avait des jeunes entrepreneurs, des juristes, des étudiants, des universitaires, des Membres de l'OMC, des personnalités politiques, des dirigeants d'entreprises, des journalistes et des membres d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales.

➤ Groupes de visiteurs

En 2014, l'OMC a accueilli 216 groupes de visiteurs (contre 164 en 2013), soit au total 5 725 personnes (contre environ 4 800 en 2013). Les exposés qui leur ont été présentés ont essentiellement porté sur les travaux actuels de l'Organisation et sur son histoire. Certains avaient trait à des sujets spécifiques à l'OMC, principalement le règlement des différends, l'agriculture, le développement et les ADPIC.

La plupart des exposés (82 %) ont été présentés en anglais, 9 % en français, 3 % en allemand et 2 % en espagnol. Les 4 % restants ont été faits en chinois, coréen, néerlandais, portugais, thaï et turc.

➤ Publications de l'OMC

En 2014, l'OMC a produit plus de 70 publications, y compris, pour la première fois, une application du *Rapport sur le commerce mondial*. La plupart des publications de l'OMC peuvent être téléchargées gratuitement sur son site Web, dans les trois langues officielles de l'Organisation : anglais, espagnol et français. Les trois publications les plus téléchargées en 2014 sont le *Rapport annuel* (environ 40 000 téléchargements), les *Statistiques du commerce international* (environ 60 000) et le *Rapport sur le commerce mondial* (plus de 110 000). Des copies papier peuvent être achetées auprès d'un réseau mondial de distributeurs et à la librairie en ligne de l'OMC : <http://onlinebookshop.wto.org>

Les applications du *Rapport annuel* et du *Rapport sur le commerce mondial* peuvent être téléchargées depuis l'App Store et Google Play sur iPad et tablette Android.

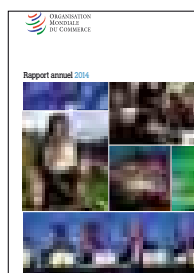
La page Facebook des publications de l'OMC comptait plus de 36 000 fans et sa page Twitter plus de 39 000 abonnés. Les publications de l'OMC sont aussi présentes sur Foursquare, Google+ et Pinterest. Un bulletin d'information numérique, « Book News », est envoyé régulièrement à plus de 57 000 abonnés.

➤ Publications phares

Rapport annuel 2014

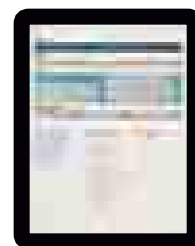
ISBN 978-92-870-3910-1 | 55 CHF

Le *Rapport annuel 2014* de l'OMC offre un aperçu des activités de l'OMC en 2013 et au début de 2014. On y trouve un message du Directeur général de l'OMC et un bref récapitulatif de l'année, suivis d'un examen détaillé des principaux domaines d'activité de l'Organisation.



Application Rapport annuel 2014 | Gratuite

Le *Rapport annuel 2014* est également disponible sous forme d'application téléchargeable depuis App Store et Google Play sur iPad et tablette Android. Le rapport est accompagné de vidéos, de galeries de photos, de graphiques, de podcasts et de cartes interactives.



Rapport sur le commerce mondial 2014 Commerce et développement : tendances récentes et rôle de l'OMC

ISBN 978-92-870-3913-2 | 60 CHF

Le *Rapport sur le commerce mondial 2014* examine comment quatre grandes tendances économiques récentes ont changé la manière dont les pays en développement peuvent utiliser le commerce pour faciliter leur développement : l'essor économique des pays en développement, l'intégration croissante de la production mondiale par le biais des chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix des produits agricoles et des ressources naturelles et l'interdépendance croissante de l'économie mondiale. Le Rapport s'intéresse aussi au rôle que peut jouer l'OMC.



Application Rapport sur le commerce mondial 2014 | Gratuite

Le *Rapport sur le commerce mondial 2014* est également disponible sous forme d'application téléchargeable depuis App Store et Google Play sur iPad et tablette Android. L'application contient le texte intégral du rapport ainsi que les données sous-jacentes pour tous les graphiques et tableaux au format Excel. Elle contient aussi une vidéo et des photos du lancement du Rapport.



Statistiques du commerce international 2014

ISBN 978-92-870-3969-9 | 50 CHF

Le rapport *Statistiques du commerce international 2014* présente un aperçu général de l'évolution récente du commerce mondial, couvrant le commerce des marchandises et des services, ainsi que le commerce mesuré en termes de valeur ajoutée. Des graphiques et des cartes illustrent l'évolution récente du commerce mondial.



➤ Autres publications annuelles

Profils commerciaux 2014

ISBN 978-92-870-3972-9 | 40 CHF

La publication *Profils commerciaux 2014* donne un aperçu par pays des principaux indicateurs relatifs à la croissance, au commerce et aux mesures de politique commerciale. Les données fournies comprennent les principaux indicateurs économiques, des indicateurs de politique commerciale, des données sur le commerce des marchandises et sur le commerce des services et des indicateurs relatifs à la propriété industrielle.



Examens

des politiques commerciales 2014

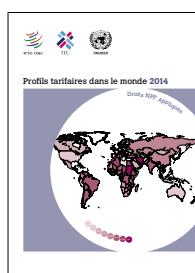
Les examens des politiques commerciales analysent les politiques et pratiques commerciales des Membres de l'OMC. Vingt-et-un examens ont été publiés en 2014 : Macao, Chine ; Mexique ; Suriname ; Suisse et Liechtenstein ; Union européenne ; pays de la Communauté des États d'Afrique centrale ; Viet Nam ; Costa Rica ; Pérou ; République kirghize ; ex-République yougoslave de Macédoine ; Tonga ; Malaisie ; Myanmar ; Qatar ; Royaume du Bahreïn ; Oman ; Ghana ; Organisation des États des Caraïbes orientales ; Chine ; et Panama.



Profils tarifaires dans le monde 2014

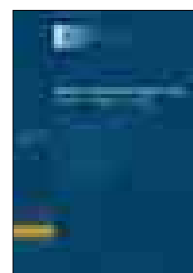
ISBN 978-92-870-3975-0 | 50 CHF

Les *Profils tarifaires dans le monde 2014* fournissent un ensemble unique de données sur les droits de douane appliqués par les Membres de l'OMC et les autres pays. Cet ouvrage est publié conjointement par l'OMC, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Centre du commerce international.



Rapports sur le règlement des différends 2012

Cette collection en plusieurs volumes contient le texte intégral des rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel établis en 2012 ainsi que les décisions arbitrales rendues par l'OMC cette même année. Treize volumes ont été publiés en 2014. Copublié avec Cambridge University Press.



Profils des services 2014

ISBN 978-92-870-3978-1 | 40 CHF

Les *Profils des services 2014* présentent des statistiques clés sur les « services d'infrastructure » (transports, télécommunications, finance et assurance) pour quelque 150 économies. Ils reprennent les données qui figuraient en juillet 2014 dans la base de données sur les services du Portail intégré d'information commerciale de l'OMC (I-TIP).



➤ Nouvelles publications

Se connecter aux marchés mondiaux – Défis et possibilités : études de cas présentées par des titulaires de chaires de l'OMC

(Publié sous la direction de Marion Jansen, Mustapha Sadni Jallab et Maarten Smeets)
ISBN 978-92-870-3932-3 | 50 CHF

Cet ouvrage rassemble les contributions des 14 titulaires de chaires de l'OMC de la première phase du Programme de chaires de l'OMC (2010-2014).



Coffret des publications statistiques de l'OMC, 2014

ISBN 978-92-870-3981-1 | 150 CHF

Ce coffret regroupe les quatre publications statistiques annuelles de l'OMC : *Statistiques du commerce international 2014*, *Profils tarifaires dans le monde 2014*, *Profils commerciaux 2014* et *Profils des services 2014*.



WTO Domestic Regulation and Services Trade: Putting Principles into Practice

(Publié sous la direction de Aik Hoe Lim et Bart De Meester)

ISBN 978-11-076-3534-0 | 60 CHF

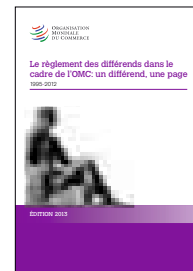
Cet ouvrage contient des analyses et des études de cas réalisées par des universitaires, des responsables de la réglementation et des spécialistes du commerce, qui étudient la portée des principes juridiques de l'OMC visant à promouvoir la réforme des réglementations intérieures et la manière dont ces dernières sont mises en œuvre dans la pratique. Copublié avec Cambridge University Press.



Le règlement des différends dans le cadre de l'OMC: Un différend, une page 1998-2012 (édition 2013)

ISBN 978-9-28703-935-4 | 35 CHF

Cette publication contient des résumés pratiques d'une page des principales constatations de chaque rapport de groupe spécial publié jusqu'à la fin de 2012 et des rapports pertinents de l'Organe d'appel publiés pendant cette période.



Obstacles techniques au commerce – 2^e édition – Série des Accords de l'OMC

ISSN 1020-4768 | 978-92-870-3837-1 | 30 CHF

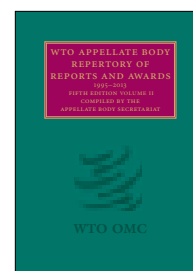
Cette édition des *Obstacles techniques au commerce*, entièrement révisée en 2014, contient un aperçu général de l'Accord OTC de l'OMC, le texte juridique intégral de l'Accord et les décisions et recommandations adoptées par le Comité OTC depuis le 1^{er} janvier 1995.



WTO Appellate Body Repertory of Reports and Awards 1995-2013 (5th Edition)

ISBN 978-1-10705-972-6 | 400 CHF

Ce répertoire contient les décisions rendues par l'Organe d'appel dans les différends portés devant l'OMC depuis sa création en 1995. Cette cinquième édition augmentée en 2 volumes comporte de nouvelles sections consacrées aux 14 rapports de l'Organe d'appel publiés entre 2010 et 2013 et aux 2 décisions arbitrales rendues pendant cette période. Copublié avec Cambridge University Press.



Activités de recherche économique

En 2014, la Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC a organisé plus de 20 activités, souvent en collaboration avec d'autres institutions. Parmi ces activités, il y a eu des conférences sur les politiques publiques, le lancement du Rapport sur le commerce mondial 2014, publication phare de l'OMC, le troisième Atelier annuel sur le commerce, organisé conjointement par l'OMC, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et un certain nombre de séminaires et d'ateliers. Les économistes de l'OMC ont présenté les chiffres de la croissance du commerce mondial en 2014 et ont leurs prévisions pour 2015 (voir la page 82).

En octobre 2014, l'OMC a lancé le Rapport sur le commerce mondial, intitulé *Commerce et développement : tendances récentes et rôle de l'OMC*. Le rapport examine comment, depuis le début du millénaire, la relation entre le commerce et le développement a été modifiée par quatre grandes tendances économiques, à savoir : l'essor économique des pays en développement, l'intégration croissante de la production mondiale par le biais des chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix des produits agricoles et des ressources naturelles et l'interdépendance croissante de l'économie mondiale.

Selon le rapport, de nombreux pays en développement ont connu une croissance sans précédent et ont participé avec succès à l'économie mondiale. Le système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et fondé sur des règles, incarné par l'OMC, a grandement contribué à leur réussite. Dans le même temps, de nombreux pays en développement ont encore fort à faire pour relever les défis du développement. De nouveaux progrès dans le cadre du programme de l'après-Bali seraient importants pour faire en sorte que le commerce contribue plus efficacement au développement.

Informations de base sur les activités de recherche économique

La Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC organise régulièrement des séminaires et des conférences ainsi que des forums en ligne avec des universitaires et des chercheurs à Genève et dans le monde entier. Ces activités comprennent le programme d'ateliers sur le commerce et le développement à Genève, projet réalisé conjointement avec le Centre pour le commerce et l'intégration économique (CTEI) de l'Institut de hautes études internationales et du développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Université de Genève.

En novembre 2014, des fonctionnaires de la Division de la recherche économique et des statistiques ont participé au troisième Atelier annuel sur le commerce, organisé en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Cet atelier a réuni des spécialistes du commerce des trois institutions, qui ont présenté des projets de recherche en cours, examiné des questions d'actualité et identifié des domaines de collaboration future. Les sujets abordés étaient notamment les liens entre le commerce et la croissance, les chaînes de valeur mondiales, le commerce des services, le financement du commerce et l'avenir du commerce mondial. La Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, et le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, se sont adressés aux participants par liaison vidéo.

Plus tôt dans l'année, la Division de la recherche économique et des statistiques a organisé une présentation de l'économiste en chef chargé du commerce à la Commission européenne, Lucian Cernat, sur l'importance croissante des services incorporés dans les exportations de produits manufacturés.

En 2014, le programme d'ateliers sur le commerce et le développement, organisés conjointement à Genève par la Division de la recherche économique et des statistiques, le Centre pour le commerce et l'intégration économique de l'Institut de hautes études internationales et du développement, l'Université de Genève et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a mis sur pied 19 activités. Le programme rassemble des universitaires et des chercheurs de la région genevoise travaillant dans le domaine du commerce et du développement. En offrant un cadre de discussion, le programme contribue à l'échange d'idées, soutient la recherche de haut niveau et facilite la communication avec les décideurs et avec l'ensemble des spécialistes de la politique commerciale à Genève.

Activités statistiques

Le Groupe des statistiques est resté la principale source de statistiques commerciales de l'OMC et de données sur l'accès aux marchés. Le Portail intégré d'information commerciale (I-TIP), qui concerne les mesures tarifaires et non tarifaires, a été encore amélioré en 2014. Il couvre désormais le commerce des services et il bénéficie d'analyses effectuées conjointement avec la Banque mondiale. En 2014, l'OMC a aussi coopéré, entre autres, avec la CNUCED sur l'accès aux marchés et les statistiques commerciales, avec l'OCDE sur le commerce en valeur ajoutée et avec les commissions régionales de l'ONU. L'OMC, qui apporte une contribution essentielle au Manuel des statistiques du commerce international des services des Nations Unies, a participé à plusieurs initiatives régionales de renforcement des capacités.

► Notifications concernant les mesures non tarifaires

Deux ans après son lancement, le Portail intégré d'information commerciale (I-TIP) de l'OMC couvre, ou couvrira bientôt, la plupart des mesures non tarifaires (MNT) notifiées à l'OMC. Il offre une interface unique pour l'accès à tous les renseignements recueillis par l'OMC sur les mesures de politique commerciale. Les notifications portent principalement sur les mesures de défense commerciale (comme les mesures antidumping), les mesures techniques (comme les mesures sanitaires et phytosanitaires), les restrictions quantitatives (à l'importation ou à l'exportation), les licences d'importation (prochainement), les mesures non tarifaires liées à l'Accord sur l'agriculture, y compris les sauvegardes spéciales et les subventions à l'exportation (prochainement), et les entreprises commerciales d'État.

Le Portail I-TIP, accessible depuis le site Web de l'OMC (<http://i-tip.wto.org/goods/>), a été amélioré, notamment grâce à l'élargissement du champ des données et à l'amélioration des fonctions d'accessibilité et de recherche. Les utilisateurs peuvent faire une

recherche dans l'ensemble des mesures non tarifaires, en triant les données par pays imposant la mesure ou par pays affecté, par date (stock ou flux de mesures), par produit ou par type de mesure. Des graphiques permettent à l'utilisateur de comprendre les tendances, les flux et l'ampleur, et des tableaux complets sont disponibles par produit ou par pays imposant une mesure. Il est aussi possible d'effectuer des recherches par produit en combinant des mots-clés et des codes du Système harmonisé (voir la page 51) ou même d'utiliser les codes de la Classification internationale pour les normes (ICS), qui est gérée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Malgré leur caractère très spécialisé, les sections marchandises et services attirent entre 10 000 et 20 000 visiteurs par mois, dont environ 5 000 demandent des renseignements spécifiques.

► Collaboration avec la Banque mondiale

Le Portail I-TIP Services (<http://i-tip.wto.org/services>), établi conjointement avec la Banque mondiale, a été lancé publiquement à la mi-2014. Il facilite l'accès des gouvernements et des autres parties prenantes aux renseignements pertinents pour l'élaboration des politiques commerciales. Il comprend un ensemble de bases de données reliées entre elles, qui donnent des renseignements sur les engagements pris par les Membres de l'OMC dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services, sur les engagements concernant les services dans le cadre des accords commerciaux régionaux (ACR) et sur les mesures appliquées dans le domaine des services, et qui fournissent des statistiques sur les services.

La base de données intégrée permet de faire des recherches par Membre, par secteur, par accord ou par source de renseignements. Les résultats sont présentés sous forme résumée, ou de manière détaillée, et ils peuvent être filtrés au moyen de plusieurs autres critères. En outre, les utilisateurs peuvent aller facilement d'un module à un autre, par exemple en passant des engagements d'un Membre dans un secteur donné aux engagements pris dans le cadre des ACR, puis aux statistiques sur les services connexes.

Informations de base sur les activités statistiques

Le Groupe des statistiques de l'OMC apporte son soutien aux Membres et au Secrétariat en leur fournissant des données quantitatives ayant trait aux questions de politique économique et commerciale. C'est la principale source de statistiques commerciales de l'OMC et de données sur les droits de douane. Il offre une assistance technique dans le cadre des cours avancés de politique commerciale, des cours régionaux de politique commerciale, des centres de référence et d'ateliers nationaux et il apporte une contribution sur les questions méthodologiques dans le cadre des activités statistiques interorganisations.



Le Directeur général Roberto Azevêdo présente les statistiques et les prévisions annuelles du commerce de l'OMC lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'OMC le 14 avril 2014.

› Inclusion des données de I-TIP dans les « Profils tarifaires dans le monde »

L'édition 2014 des « Profils tarifaires dans le monde » contenait tout spécialement des données sur les mesures non tarifaires, en particulier sur les mesures antidumping. Les données sont basées sur les notifications des Membres de l'OMC et elles sont aussi disponibles dans I-TIP. Elles sont complétées par des informations provenant de la Global Antidumping Database de la Banque mondiale.

› Coopération internationale : base de données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée

Depuis son lancement en janvier 2013, la base de données sur les échanges en valeur ajoutée a été régulièrement mise à jour. Elle contient maintenant des données concernant 57 pays et 18 secteurs d'activité pour les années 1995, 2000, 2005, 2008 et 2009. Au printemps 2015, la base de données couvrira 61 pays (ajout de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie et de la Tunisie) et 34 secteurs d'activité, avec l'ajout de données pour l'année 2013. La mesure du commerce en valeur ajoutée donne une image plus claire du déroulement des échanges aujourd'hui. Les statistiques traditionnelles reposant sur les valeurs en douane ne rendent pas compte du fait que les chaînes de production internationales sont au cœur de la mondialisation au XXI^e siècle.

Une difficulté majeure dans ce projet est de produire des estimations sur le commerce bilatéral. Pour le commerce des marchandises,

ces estimations s'appuient sur les renseignements provenant de la base de données Comtrade des Nations Unies, mais la tâche est plus difficile pour les services. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'OMC se sont associées pour produire des estimations basées sur la Classification élargie des services de la balance des paiements (EBOPS) du FMI. Une autre difficulté est de réduire les asymétries bilatérales dans les données communiquées. Ce qu'un pays déclare comme des importations en provenance d'un autre pays diffère grandement de ce que le second pays déclare comme des exportations à destination du premier. Ces asymétries, en particulier dans le cas des services, sont importantes. En conséquence, la communauté statistique internationale a décidé, par l'intermédiaire de l'ONU, de l'OCDE et de l'Équipe spéciale interinstitutions réunie sous l'égide de l'OMC, de prendre des mesures pour aider à réduire ces asymétries.

Avec l'OCDE, l'OMC coopère avec les commissions régionales de l'ONU en Afrique et en Amérique latine pour promouvoir l'établissement des statistiques officielles nécessaires afin d'élargir la couverture de la base de données sur le commerce en valeur ajoutée dans ces régions.

› Coopération avec la CNUCED sur les mesures non tarifaires

En 2014, l'OMC a renforcé sa collaboration avec la CNUCED en matière d'assistance technique, en s'appuyant sur le memorandum d'accord signé en 2013 qui prévoit le partage et la validation croisée des données sur les mesures non tarifaires, en encourageant l'utilisation de normes et de classifications communes.

Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes

Le Prix 2014 du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes a été attribué ex aequo à Jonathan Dingel (États-Unis) et à Claudia Steinwender (Autriche). L'article de Jonathan Dingel tente d'expliquer pourquoi les pays à revenu plus élevé exportent des produits de meilleure qualité, tandis que celui de Claudia Steinwender analyse l'effet d'une meilleure transmission de l'information relative aux marchés et aux prix sur l'efficacité du marché et sur le commerce.

Dans son article intitulé « The Determinants of Quality Specialization », Jonathan Dingel examine deux facteurs qui pourraient expliquer pourquoi les pays à revenu plus élevé ont tendance à exporter des produits de meilleure qualité (à forte intensité de qualification) : l'un est que les producteurs des pays dont le revenu par habitant est plus élevé ont accès à de plus grands marchés (effet du marché intérieur) pour des produits de meilleure qualité, et l'autre est que ces pays disposent généralement d'une main-d'œuvre qualifiée plus abondante. L'auteur constate que plus de la moitié de la variation observée dans les données est attribuable à l'effet du marché intérieur. Le jury a estimé que cet article traitait d'une manière extrêmement pertinente d'une question fondamentale dans la théorie du commerce et pouvait avoir des implications importantes pour les politiques commerciales.

Dans son article intitulé « Information Frictions and the Law of One Price : When the States and the Kingdom became United », Claudia Steinwender analyse l'effet d'une meilleure transmission de l'information sur l'efficacité du marché et sur le commerce. Elle arrive à la conclusion que la réduction des frictions d'information, c'est-à-dire des difficultés et des coûts liés à l'obtention d'informations sur les marchés, peut entraîner d'importants gains de bien-être. De l'avis du jury, il s'agit d'un article remarquable eu égard à la question qu'il soulève et à la façon dont il y répond. Qui plus est, cet article permet de mieux comprendre le rôle des dispositions des Accords de l'OMC en matière de transparence dans la promotion du commerce et de l'efficacité.

Jonathan Dingel a étudié l'économie et les sciences politiques à l'Université Gonzaga (États-Unis) et a obtenu un doctorat en économie de l'Université Columbia. Il est actuellement professeur assistant en économie à la Booth School of Business de l'Université de Chicago.

Informations de base sur le prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes

En 2009, l'OMC a créé le Prix du meilleur article, décerné chaque année à de jeunes économistes. Ce prix, doté de 5000 francs suisses, vise à promouvoir la recherche économique de haut niveau sur l'OMC et les questions concernant l'OMC et à renforcer les liens entre l'OMC et les milieux universitaires.

Claudia Steinwender a étudié l'économie mathématique à l'Université de technologie de Vienne et l'administration des affaires internationales à l'Université de Vienne. Elle possède un doctorat en économie de la London School of Economics. Elle est actuellement chargée de cours au Département d'économie internationale de l'Université de Princeton ; à l'automne 2015, elle deviendra professeur assistante à la Harvard Business School.

► Jury universitaire

En 2014, le jury universitaire était composé des personnes suivantes : M. Avinash Dixit (Professeur émérite d'économie, Université de Princeton), M. Robert Staiger (Professeur d'économie, Université du Wisconsin), M. Robert Teh (Directeur, Division de la recherche économique et des statistiques, OMC) et M. Alberto Trejos (Professeur d'économie, INCAE Business School). Mme Roberta Piermartini (Économiste, Division de la recherche économique et des statistiques, OMC) a coordonné le travail du jury.



Jonathan Dingel et Claudia Steinwender reçoivent le Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes des mains de Roberta Piermartini, Conseillère à l'OMC.

Coopération avec les établissements universitaires

En 2014, l'OMC a lancé la deuxième phase du Programme de chaires de l'OMC (PCO) avec la sélection de sept nouvelles chaires, ce qui a porté à 21 le nombre total de chaires. Durant l'année, le PCO a continué à renforcer sa capacité de contribuer à la politique commerciale et la prise de décisions. En 2014, le PCO a publié un ouvrage intitulé *Se connecter aux marchés mondiaux*, regroupant les contributions des titulaires des 14 chaires créées pendant la première phase du programme. Le Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur a continué de soutenir les établissements universitaires des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA).

> Programme de chaires de l'OMC

En mai 2014, l'OMC a lancé la deuxième phase de son programme de chaires avec la sélection de 7 nouvelles chaires (voir le tableau 1), qui sont venues s'ajouter aux 14 chaires participant déjà à cette initiative. Les cérémonies d'inauguration des sept nouvelles chaires ont eu lieu en 2014 et au début de 2015, avec la participation des Directeurs généraux adjoints de l'OMC (voir la page 148). Dans le cadre du programme, chaque établissement reçoit un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 francs suisses par an pendant quatre ans.

Tableau 1. Nouvelles chaires sélectionnées en 2014

Pays	Institution et titulaire de chaire
Afrique du Sud	North-West University M ^{me} Wilma Viviers, Professeur
Bénin	Université d'Abomey-Calavi M. Fulbert Amoussouga Gero, Professeur
Brésil	Getulio Vargas Foundation, Sao Paulo School of Economics M ^{me} Vera Thorstensen, Professeur
Indonésie	Universitas Pelita Harapan M. John Riady, Professeur
Oman	Sultan Qaboos University M. Houcine Boughanmi, Professeur associé
Tunisie	Université de Tunis, Tunis Business School M ^{me} Leila Baghdadi, Professeur adjoint
Turquie	Istanbul Bilgi University M ^{me} Pinar Artiran, Professeur adjoint

Les nouvelles chaires ont été sélectionnées parmi 77 propositions, présentées dans le cadre d'un concours organisé par le Secrétariat de l'OMC avec le soutien du Conseil consultatif du PCO, organe consultatif externe composé de 21 universitaires dont le rôle est de veiller à la qualité des travaux produits par les chaires. Le processus de sélection a pris en compte divers critères, tels que le potentiel de développement des capacités de l'institution hôte, la pertinence des sujets de recherche par rapport aux questions de politique commerciale et aux questions relatives à l'OMC, la qualité des projets de recherche, la possibilité d'offrir de nouveaux cours ou d'actualiser les cours existants, l'interaction potentielle avec les institutions chargées de l'élaboration des politiques (telles que les ministères), la capacité d'établir des réseaux avec d'autres établissements universitaires, la viabilité des activités et la capacité de maintenir une équipe adéquate dans l'institution hôte pour collaborer avec le titulaire de la chaire.

La collaboration de l'OMC avec les universités passe par le PCO et par le Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur (voir ci-dessous). Ces programmes complémentaires apportent un soutien aux établissements universitaires pour la recherche, l'élaboration des programmes d'études et les activités de communication dans le but de renforcer leurs capacités institutionnelles et le potentiel dont ils disposent pour contribuer à l'analyse des politiques commerciales.

Lancé en 2010, le Programme de chaires de l'OMC est arrivé au terme de sa première phase de quatre ans en 2013. La deuxième phase, qui s'achèvera le 30 mai 2018, est financée avec le soutien des Pays-Bas. Le Secrétariat poursuivra ses travaux avec les chaires de la première phase, qui bénéficieront d'une assistance technique pour les questions scientifiques et les questions liées au commerce.

Le programme est mis en œuvre au moyen d'accords de partenariat conclus par le Secrétariat de l'OMC et les établissements sélectionnés. L'OMC apporte un soutien financier, scientifique et technique à ses partenaires dans trois domaines interdépendants : la recherche, l'élaboration des programmes d'études et la communication, pour une période de quatre ans. À la fin de cette

période, il est prévu que les programmes soient poursuivis, le cas échéant, éventuellement avec un soutien financier d'autres sources.

Le PCO donne aux chaires un accès aux matériels et aux compétences de l'OMC. Des événements tels que la conférence annuelle du PCO ou l'Examen global biennal de l'Aide pour le commerce permettent aux chaires de présenter leurs travaux à la communauté des décideurs à Genève. En outre, le PCO a encouragé le réseautage et la collaboration entre les chaires. Cette collaboration a récemment donné lieu à la publication d'un ouvrage regroupant les contributions des 14 titulaires de chaires de la première phase du Programme, intitulé « Se connecter aux marchés mondiaux – Défis et possibilités : études de cas présentées par des titulaires de chaires de l'OMC ». Cette publication a été lancée officiellement en février 2014.

En 2014, le PCO a contribué au renforcement de la capacité des chaires de l'OMC de jouer un rôle dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions, à travers leurs activités de recherche et de communication. La communication a été améliorée grâce à davantage d'échanges réguliers avec les fonctionnaires gouvernementaux, tant au niveau national qu'au niveau international.

Les chaires ont collaboré étroitement entre elles, et plusieurs ont participé à des activités organisées par d'autres chaires. En conséquence, leur réseau s'est approfondi et renforcé, ce qui a donné lieu à des publications et à des projets conjoints. Pour assurer la viabilité du programme, les chaires élaborent diverses initiatives pour faire en sorte de pouvoir maintenir le rythme de leurs travaux même sans le soutien financier annuel de l'OMC.

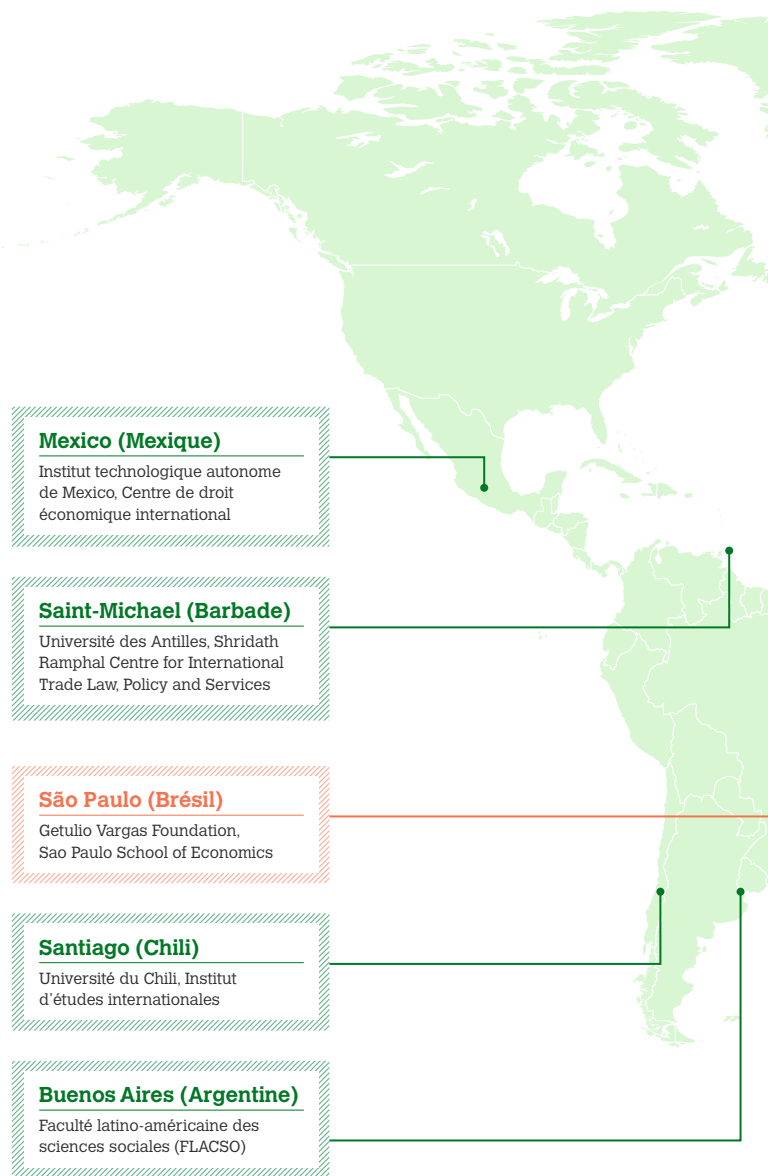
> Quatre années de réalisations

Depuis que le programme a été créé, il y a 4 ans, plus de 300 articles et études et 22 livres ont été publiés et une douzaine de programmes de maîtrise ont été créés. Une nouvelle revue consacrée au commerce et aux questions intéressant l'OMC a été lancée en Amérique latine sous les auspices du programme. En termes de communication, autre pilier du programme, plus de 300 séminaires, conférences, ateliers et tables rondes ont été organisés durant cette période. Les titulaires des chaires ont travaillé avec des organismes gouvernementaux, des entreprises privées et publiques et des organisations internationales autres que l'OMC.

Parmi les autres activités menées en 2014, on peut mentionner un atelier sur l'Accord de l'OMC sur les ADPIC (propriété intellectuelle) et sur les questions de propriété intellectuelle, organisé à Balaclava (Maurice), en mars 2014, avec le soutien financier du PCO. Sous les auspices du PCO, environ 80 étudiants de troisième cycle de diverses universités chinoises ont suivi un cours d'été organisé par la School of WTO Research and Education de la Shanghai University of International Business and Economics, axé sur le lien entre le commerce et l'environnement.

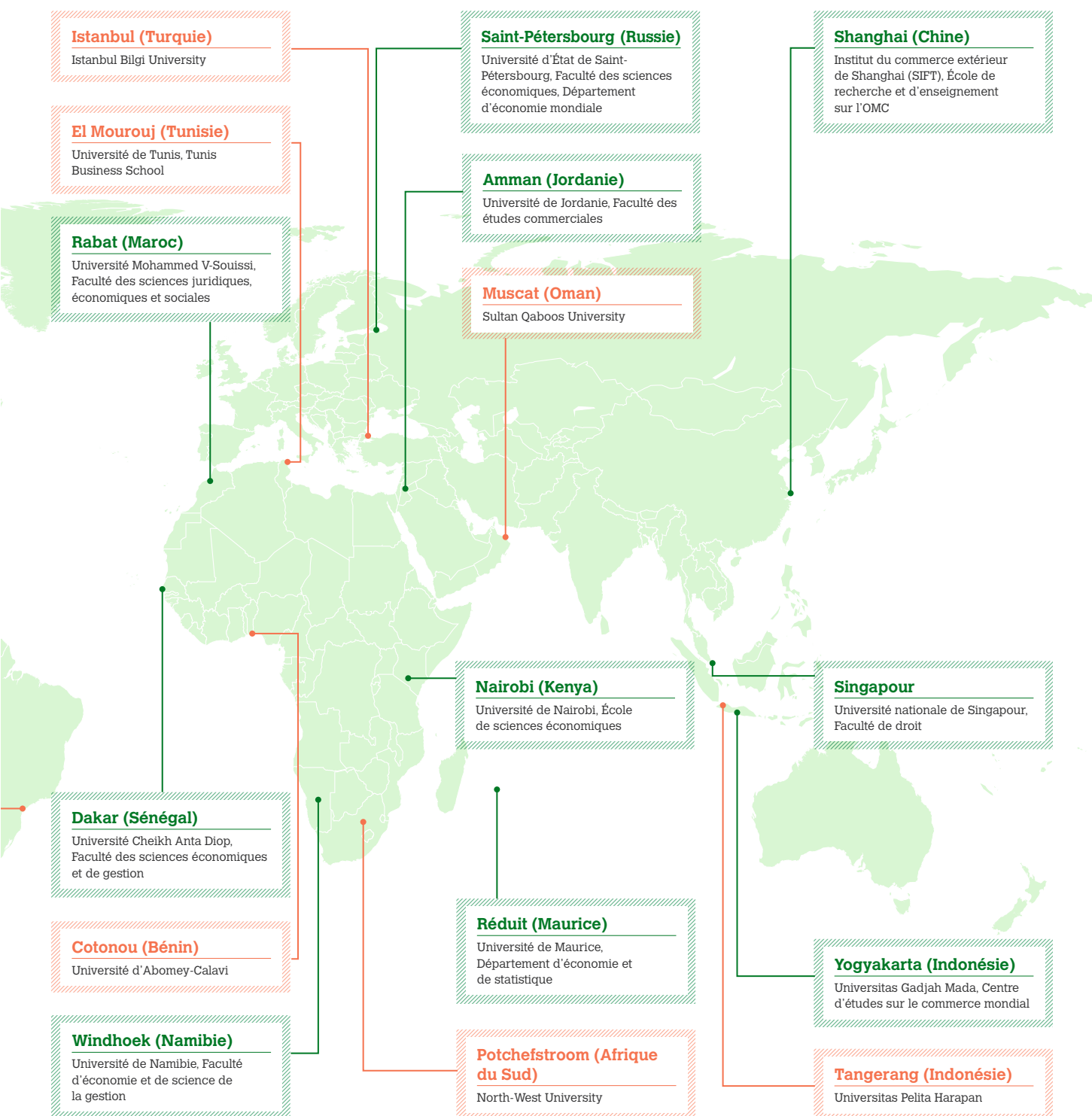
> Universités participant au Programme de chaires de l'OMC

- Chaires de la première phase
- Chaires de la deuxième phase



> Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur

En 2014, 24 activités ont été organisées dans des pays Membres et des pays en cours d'accession dans le cadre du Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur, qui vise à aider les établissements universitaires des pays en développement et des PMA qui ne participent pas au PCO. Parmi ces activités, 15 accords d'enseignement ont été passés avec des universités, où des fonctionnaires de l'OMC ont donné des cours à des étudiants de



maîtrise et de licence. Le Programme a aussi soutenu l'organisation de conférences et d'activités universitaires par des établissements d'enseignement supérieur ainsi que de concours universitaires sur la législation de l'OMC.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme, des publications de l'OMC ont été données à des universités et des présentations ont été organisées à l'intention d'universitaires avec le concours du Programme des centres de référence de l'OMC (voir la page 122). En outre, en 2014, le Programme de soutien a commencé à

enregistrer des universitaires pour participer à E-Campus de l'OMC, plate-forme d'apprentissage en ligne qui propose des cours interactifs sur diverses questions relatives au commerce international.

Programme de chaires : phase 2

Le Programme de chaires de l'OMC, qui vise à soutenir et à promouvoir les activités universitaires relatives au commerce menées par des universités et des établissements de recherche des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), est entré dans sa deuxième phase en 2014 avec la sélection de 7 autres institutions qui sont venues s'ajouter aux 14 qui participaient déjà au programme.

En 2014 et au début de 2015, les Directeurs généraux adjoints de l'OMC ont assisté aux cérémonies d'inauguration dans les sept universités d'Afrique du Sud, du Bénin, du Brésil, d'Indonésie, d'Oman, de Tunisie et de Turquie (voir la page 145) qui ont été sélectionnées parmi les 77 institutions du monde entier ayant présenté leur candidature. Le Secrétariat de l'OMC a procédé à la sélection avec le concours d'un conseil consultatif externe indépendant, composé de 20 éminents universitaires. Le PCO accorde un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 francs suisses par an pendant quatre ans pour les activités liées au Programme.

La deuxième phase, qui s'achèvera le 30 mai 2018, est financée avec le soutien des Pays-Bas. À la fin des quatre années, il est prévu que les institutions continuent de faire partie du réseau du PCO, mais avec un soutien financier provenant d'autres sources. Le Secrétariat continue à travailler avec les chaires de la première phase, qui bénéficieront d'une assistance technique pour les questions scientifiques et les questions liées au commerce. Cette assistance peut consister en missions organisées par l'OMC pour soutenir les activités d'enseignement, de recherche ou de communication des chaires ou en invitations à assister à la conférence annuelle du PCO.

Le Programme, lancé en 2010, contribue à la mise en place d'un réseau mondial d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, permettant le partage de connaissances, d'expériences, de bonnes pratiques et de matériels pédagogiques. Les activités de renforcement des capacités menées conjointement par l'OMC et par les établissements universitaires profitent à l'OMC elle-même et améliorent la capacité de ces établissements de former des

fonctionnaires gouvernementaux et des étudiants susceptibles de devenir un jour des fonctionnaires.

Lors du lancement du programme à la Getulio Vargas Foundation de Sao Paulo en décembre 2014, le Directeur général adjoint David Shark a déclaré : « Non seulement le Programme de chaires de l'OMC est l'une des activités phares de l'Organisation pour ce qui est du renforcement des capacités commerciales, mais c'est aussi un instrument efficace pour nouer un dialogue avec les milieux universitaires et établir des liens entre les universités et les responsables politiques. »

Comme le Directeur général adjoint Xiaozhun Yi l'a indiqué lors du lancement du programme à l'Universitas Pelita Harapan (Indonésie) en octobre 2014, l'un des objectifs actuels de l'OMC est de remédier aux contraintes pesant sur l'offre dans les pays en développement. Ces contraintes ne sont pas seulement le manque d'infrastructures liées au commerce et le coût élevé du crédit, mais c'est aussi le manque de personnes ayant la formation et les compétences requises pour éclairer la prise de décisions. « C'est cette contrainte liée à l'offre que l'OMC s'emploie à surmonter avec son programme de chaires », a déclaré M. Yi.

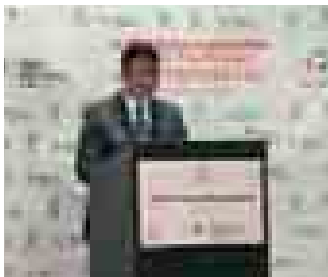
En février 2015, le Directeur général adjoint Xiaozhun Yi a inauguré la chaire attribuée à la faculté de droit de l'Université Bilgi d'Istanbul (Turquie) dans le cadre du PCO. Il a exprimé l'espoir que « la contribution de l'OMC sera utile pour développer plus avant les cursus universitaires, favoriser les nouvelles initiatives de recherche et relier ces capacités institutionnelles renforcées à d'autres universités et établissements de recherche en Turquie et dans cette région ».



▼
Universitas Pelita Harapan (Indonésie) : le Directeur général adjoint Xiaozhun Yi a assisté à la cérémonie d'inauguration le 15 octobre 2014.



North-West University (Afrique du Sud) : le Directeur général adjoint Dave Shark a assisté à la cérémonie d'inauguration le 17 septembre 2014.



L'Université Bilgi d'Istanbul (Turquie) : le Directeur général adjoint Yi a assisté à la cérémonie d'inauguration le 12 février 2014.



L'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) : le Directeur général adjoint Yonov Frederick Agah a assisté à la cérémonie d'inauguration le 24 novembre 2014.



L'Université de Tunis (Tunisie) : le Directeur général adjoint Karl Brauner a assisté à la cérémonie d'inauguration le 30 octobre 2014.



Sultan Qaboos University (Oman) : le Directeur général adjoint Shark a assisté à la cérémonie d'inauguration le 27 octobre 2014.



São Paulo School of Economics (Brésil) : le Directeur général adjoint Shark a assisté à la cérémonie d'inauguration le 5 décembre 2014.

> Liens entre les milieux universitaires et les décideurs politiques

Sur les 21 chaires du PCO, 7 se trouvent dans des pays d'Afrique subsaharienne, à savoir, outre l'Afrique du Sud et le Bénin, le Kenya, le Maroc, Maurice, la Namibie et le Sénégal. Le Directeur général adjoint Yonov Frederick Agah a officiellement inauguré la chaire de l'OMC attribuée à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) en novembre 2014. Il s'est dit convaincu que « cette chaire contribuerait à former une nouvelle génération d'experts en politique commerciale et permettrait à l'Université de tirer parti du réseau de chaires ».

La chaire de l'OMC créée à la Tunis Business School de l'Université de Tunis a été officiellement inaugurée en octobre 2014 lors d'une cérémonie à laquelle a assisté le Directeur général adjoint, Karl Brauner. M. Brauner a dit que le programme permettait de « décloisonner » le monde académique et les décideurs politiques et donc d'instaurer « un plus grand dialogue entre les décideurs politiques en charge de la définition et de la conduite de la politique commerciale et les universitaires capables d'apporter des évidences empiriques et des évaluations chiffrées indispensables pour orienter la décision ».

Un ouvrage publié en février 2014 avec le soutien du Secrétariat de l'OMC illustre la contribution apportée par les chaires de l'OMC. Intitulé « Se connecter aux marchés mondiaux – défis et possibilités : études de cas présentées par des titulaires de chaires de l'OMC », cet ouvrage regroupe les travaux de recherche des 14 chaires de la première phase du PCO. Le Directeur général Roberto Azevêdo a indiqué qu'il représentait une conclusion « parfaite » de la première phase du programme.

Comme l'a dit le Directeur général, cette publication part du principe que, dans une économie plus mondialisée, où les pays en développement deviennent de grandes puissances commerciales et où de nouveaux modes d'organisation de la production se répandent, les pays qui se connectent au nouveau système commercial suivront plus rapidement le chemin de la croissance et du développement économique. Toutefois, selon le Directeur général, le message qui ressort peut-être le plus clairement de cette publication est l'ampleur de la contribution des universitaires à l'élaboration des politiques dans les pays en développement.